

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 juin 2018
Français
Original : russe

Soixante-douzième session

Point 72 a) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme :

application des instruments relatifs aux droits de l'homme

**Lettre datée du 8 juin 2018, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite par le Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Gennady Kuzmin, à la vingtième réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Questions diverses » (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 72 a) de l'ordre du jour.

(Signé) V. Nebenzia



Annexe à la lettre datée du 8 juin 2018 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration du Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Gennady Kuzmin, à la vingtième réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, au titre du point 6 de l'ordre du jour intitulé « Questions diverses »

Le 7 juin 2018

Monsieur le Président,

Permettez-moi de poursuivre le dialogue engagé voilà deux ans avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Nous tenons à remercier le Comité d'avoir répondu par écrit aux questions que nous avons soulevées lors de la précédente réunion en 2016 et de se montrer disposé à coopérer avec les États pour étudier ses méthodes de travail.

À cet égard, le Comité souhaitera peut-être informer les participants à la réunion de ce qui a été fait pour remédier aux problèmes généraux de fonctionnement que nous avons précédemment mis en évidence. Nous pensons, en particulier, à la mise en place d'un calendrier et d'échéances clairs pour ce qui est du dialogue avec les États. Malheureusement, les organes conventionnels n'ont pas encore appliqué dans leur intégralité les dispositions du paragraphe 16 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, notamment celle relative à la limitation du nombre de questions posées aux États parties. Alors que la quantité des informations requises par les experts et de celles fournies par les organisations non gouvernementales ne connaît quasiment pas de limites, un contrôle draconien a été mis en place pour s'assurer que les États respectent les limites qui leur sont imposées dans ce domaine. Concrètement, en ne mettant pas de limite à la longueur des interventions des membres du Comité, on prive certains États du temps nécessaire pour répondre.

Monsieur le Président,

Nous sommes préoccupés par la pratique du Comité consistant à formuler des observations d'ordre général destinées à asseoir une interprétation élargie des normes internationales. De même, des concepts sujets à controverse sont mis en avant alors qu'ils ne concernent les traités que de manière marginale quant au fond. Nous estimons que les observations générales ne reflètent que les avis des experts et n'imposent pas d'obligations supplémentaires aux États. Nous sommes d'avis que cette pratique ne permet pas d'établir un dialogue constructif entre les États parties et les organes conventionnels, outre le fait qu'elle est contraire aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution 68/268, selon lesquelles les activités desdits organes doivent s'inscrire dans le cadre des dispositions des différents traités concernés afin de ne pas créer de nouvelles obligations pour les États parties.

Il n'est pas acceptable de tenter d'intégrer aux observations finales des passages qui n'ont pas fait l'objet d'une concertation lors de l'examen du rapport.

Le fait que le Comité ne se plie pas à la règle qu'il a lui-même instaurée en 2015, en décidant de limiter à 6 000 le nombre de mots des observations finales, laisse

perplexe. Il est nécessaire de rappeler que dès 2012, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a recommandé aux organes conventionnels de limiter à 3 300 le nombre de mots de leurs documents [Note du Secrétariat ([HRI/MC/2018/3](#)) à la treizième réunion des présidents des organes conventionnels des droits de l'homme].

Monsieur le Président,

Le multilinguisme continue de poser problème dans la conduite des travaux du Comité. La résolution [68/268](#) stipule que les États parties doivent pouvoir communiquer avec les organes conventionnels sans préjudice du droit d'utiliser l'une des six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. Nous présumons qu'en dehors des trois langues officielles qui ont été attribuées aux travaux du Comité, une quatrième langue pourra être utilisée à la demande d'un État, tel que prévu par ladite résolution. Cette dernière disposition s'applique non seulement à la communication avec les organes conventionnels lors des réunions d'examen des rapports périodiques mais également à toute échange de correspondance avec eux.

Nous tenons également à saisir cette occasion pour dire que nous désapprouvons la procédure élaborée par le Comité qui vise à mettre en place des mesures de suivi et une évaluation de l'application de ses recommandations par les États. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ne prévoit pas un tel mécanisme. Il en ressort que le Comité a dépensé à mauvais escient des ressources déjà limitées.

De nombreuses questions se posent également en ce qui concerne l'objectivité et la pertinence de la méthode utilisée pour évaluer l'état d'avancement de l'application des observations finales par les États, mais elles outrepassent les obligations qui incombent aux États parties à la Convention.

Monsieur le Président,

Les organes conventionnels sont chargés avant tout, non pas de prononcer des jugements, mais d'aider les États, dans le cadre d'un dialogue ouvert, équitable et mutuellement respectueux, à honorer l'engagement pris par ceux-ci d'appliquer les dispositions figurant dans le traité international visé.

Nous espérons que les organes conventionnels rectifieront leur manière d'agir dans le sens d'un strict respect des prescriptions énoncées dans les traités.

Je vous remercie de votre attention.
